

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Panoramas de presse

Article 1. Objet de l'accord-cadre.....	4
Article 2. Technique d'achat.....	4
Article 3. Procédure de passation.....	4
Article 4. Documents contractuels.....	4
Article 5. Confidentialité et mesures de sécurité	5
Article 6. Durée de l'accord-cadre.....	5
Article 7. Emission des bons de commandes	6
Article 8. Conditions d'exécution des prestations	6
8.1. Obligations de résultats	6
8.2. Clause de réexamen.....	6
8.3. Conduite des prestations par des personnes nommément désignées	6
8.4. Modalités de livraison	7
8.5. Garantie	7
Article 9. Propriété intellectuelle et utilisation des résultats	7
9.1. Droits d'exploitation cédés.....	7
9.2. Durée de la cession	7
9.3. Territoire de la cession	8
9.4. Diffusion	8
Article 10. Pénalités	8
10.1. Pénalités de retard.....	8
10.1.1 Pénalités pour retard de livraison des panoramas de presse :	8
10.2. Pénalité pour oubli d'un article	8
10.3. Pénalité pour l'action d'insertion.....	8
Article 11. Opérations de vérification des livrables	9
Article 12. Prix	10
12.1. Droits d'auteurs.....	10
12.2. Révision des prix du BPU	10
Article 13. Avance.....	10
Article 14. Modalités de facturation et de paiement.....	11
14.1. Facturation.....	11
14.2. Paiement.....	11
14.3. Retard de paiement	12
Article 15. Nantissement	12
Article 16. Modification relative au titulaire	12
16.1. Changement de dénomination sociale du titulaire	12
16.2. Changement de contractant en cours d'exécution du présent accord	12
Article 17. Sous-traitance.....	12
Article 18. Résiliation et exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	13
Article 19. Obligations fiscales et sociales	13
Article 20. Marchés pour des prestations similaires avec le titulaire	14

Article 21. Assurance	14
Article 22. Règlement des litiges - Loi applicable	14

Article 1. Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet :

- la réalisation et mise à disposition d'un panorama de presse quotidien sur des thématiques précises et un corpus déterminé,
- la consultation des articles sur une plateforme extranet,
- le suivi de la consultation des articles,
- l'inclusion occasionnelle de documents externes transmis par le chargé de mission de la CNSA.

Article 2. Technique d'achat

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire. Le présent accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions des articles R 2162-1,3, 4, 5, 6 et R 2162-13 et 14 du code de la commande publique.

Article 3. Procédure de passation

La procédure de passation est une procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Article 4. Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- 1) l'acte d'engagement daté et signé par le titulaire ;
- 2) le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- 3) le présent cahier des clauses administratives particulières (ci-après le « CCAP ») dont seul fait foi l'exemplaire conservé par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (ci-après la « CNSA ») dans ses archives ;
- 4) le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (FCS) par arrêté du 30 mars 2021 (ci-après le « CCAG FCS ») ;
- 5) le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (« règlement européen sur la protection des données ») ;
- 6) l'offre technique du titulaire, son cadre de réponse ;
- 7) Les bons de commandes.

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Les dispositions du présent accord-cadre prévalent sur toutes celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres et autres documents échangés par la CNSA et le titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre.

Toutes clauses formulées dans les conditions générales de vente du titulaire contraires aux dispositions de l'accord-cadre ne sont pas opposables à la CNSA.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent accord-cadre sans accord préalable et exprès de la CNSA.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG.

En cas de contradictions entre les clauses du CCAG FCS et celles du présent CCAP, les clauses du CCAP seront prioritaires.

Article 5. Confidentialité et mesures de sécurité

Par dérogation à l'article 5.2 du CCAG-FCS et dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent contrat.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- Prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles liées à la mise en œuvre du présent contrat. La responsabilité du sous-traitant est limitée à une obligation de moyen concernant l'efficacité de ces mesures.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, à ne pas faire de copie ni utiliser des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de la prestation de maintenance ; à ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales; et en fin de contrat.
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

Article 6. Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa date de notification.

Il est reconductible tacitement trois fois par période d'1 an sans que la durée totale de l'accord-cadre ne puisse excéder 4 années.

Article 7. Emission des bons de commandes

Le présent accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande. La date d'émission d'un bon de commande ne peut avoir pour effet de prolonger la durée d'exécution de l'accord-cadre au-delà d'une durée de trois mois après sa date de fin de validité.

Les bons de commande sont établis sur la base des prix figurant sur le bordereau de prix unitaires. Ils précisent :

- l'intitulé de l'accord-cadre ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le numéro d'engagement (ou numéro de commande) figurant sur le bon de commande ;
- la désignation de la prestation à réaliser ;
- les quantités ;
- le délai d'exécution ;
- le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- les précisions utiles à l'exécution de la commande, le cas échéant.

La personne habilitée à signer les bons de commande est le directeur de la CNSA ou son représentant dûment habilité. Les bons de commande sont émis par lettre simple, télécopie ou courriel.

Les délais d'exécution sont ceux figurant sur chaque bon de commande.

En cas d'annulation d'un bon de commande par la CNSA dans un délai de 7 jour calendaire avant l'exécution du bon de commande, le prestataire ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité.

La CNSA adressera alors, par mail, un bon de commande d'annulation au prestataire.

Dérogation au principe d'exclusivité

Pour des besoins occasionnels de faible montant, le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire de l'accord-cadre, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas la somme de 40 000 € HT sur la durée de l'accord cadre.

Article 8. Conditions d'exécution des prestations

8.1. Obligations de résultats

Pour l'ensemble des prestations, le titulaire a une obligation de résultat tout au long de la durée de l'accord-cadre.

8.2. Clause de réexamen

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, la CNSA peut selon son besoin modifier, étendre ou réduire les thématiques durant l'accord-cadre sans qu'il soit nécessaire de faire un avenant.

8.3. Conduite des prestations par des personnes nommément désignées

Le titulaire désigne nommément, dans son offre, des intervenants en charge de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre. Le titulaire garantit les compétences professionnelles des intervenants affectés à l'exécution du marché.

Dans le cas où les intervenants désignés ne sont plus en mesure d'accomplir leur tâche, le titulaire doit en aviser, sans délai, la CNSA et doit prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations.

En ce cas, le titulaire s'engage à désigner un remplaçant de qualification équivalente et d'en communiquer le nom et les titres à la CNSA, au plus tard dans un délai de 8 jours ouvrables à compter de la date de l'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par la CNSA, si celle-ci ne le récusé pas dans le délai deux semaines courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si la CNSA récusé le remplaçant, le titulaire dispose de 8 jours ouvrables pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par la CNSA est motivée.

8.4. Modalités de livraison

Le panorama de presse est livré du lundi au vendredi sous format électronique au plus tard à 9h30 le matin. L'horaire pourra être révisé par la CNSA après échange confirmé par mail avec le Titulaire.

8.5. Garantie

Le Titulaire garantit la CNSA contre tout recours ou action que pourraient former au titre des droits consentis à la CNSA, par le présent accord-cadre, les auteurs ou leurs ayant droits des articles de presse et autres éléments sur lesquels portent les prestations optionnelles et d'une manière générale toute personne ayant participé directement ou indirectement à la réalisation des prestations dans le cadre du présent accord-cadre.

Si la CNSA est victime d'un trouble dans la jouissance au cours de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à modifier ou à remplacer les éléments en litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications de l'accord-cadre et ce, sans frais à la charge de la CNSA.

Article 9. Propriété intellectuelle et utilisation des résultats

9.1. Droits d'exploitation cédés

Le Titulaire cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférent aux prestations exécutée permettant à la CNSA de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales.

Les droits d'exploitation comprennent :

- le droit de reproduction des panoramas de presse sous toute forme de support existant ;
- le droit d'adapter ou de reproduire les panoramas de presse.

La destination des différents résultats est celle définie dans le CCTP.

9.2. Durée de la cession

La présente cession est consentie par le Titulaire à la CNSA pour la durée légale des droits d'auteur.

9.3. Territoire de la cession

La présente cession est consentie par le Titulaire à la CNSA pour le territoire français et étranger.

Dans l'hypothèse d'une publication ou d'une utilisation des résultats sur internet, les droits énumérés ci-dessus sont concédés pour le monde entier.

9.4. Diffusion

Le Titulaire s'engage à ne pas diffuser ou commercialiser les panoramas de presse demandés dans le cadre du présent accord-cadre, sans accord écrit préalable de la CNSA.

Article 10. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, lorsque la CNSA décide d'appliquer les pénalités prévues au présent CCAP, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités quel qu'en soit le montant.

10.1. Pénalités de retard

Le Titulaire avertit la CNSA dès qu'il a connaissance du retard de livraison afin de permettre à celle-ci de s'organiser.

10.1.1 Pénalités pour retard de livraison des panoramas de presse :

Les retards de remise du panorama de presse inférieurs à 30 minutes sont tolérés dans une proportion de 5 retards inférieurs à 30 minutes par mois.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, si au cours d'un mois, au moins 6 panoramas sont livrés avec un retard inférieur à 30 minutes, la CNSA se réserve la possibilité d'appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité de cent (100) euros.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de retard dans la remise du panorama de presse supérieur à 30 minutes, la CNSA se réserve la possibilité d'appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité de cent (100) euros par panorama.

L'heure d'envoi du courriel du chargé de dossier du Titulaire alertant de la mise à disposition effective des panoramas de presse, atteste de la réalité du ou des retard(s).

10.2. Pénalité pour oubli d'un article

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, tout oubli d'articles de fond dans lequel la CNSA est citée peut faire l'objet, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité forfaitaire de 300 euros HT par article oublié.

10.3. Pénalité pour l'action d'insertion

En cas d'absence ou de refus de communiquer à la CNSA les renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion prévue à l'article 6 du CCTP, le titulaire encourt une pénalité égale à cent (100) euros par jour calendaire de retard à compter de la demande annuelle du chargé de dossier DIPCOM constatant l'absence de transmission des éléments.

Article 11. Opérations de vérification des livrables

Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie par le bon de commande et celle effectivement livrée.

Suite aux vérifications, la décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet est prise par la CNSA dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG FCS.

Conformément à l'article 31 du CCAG-FCS, l'admission entraîne le transfert de propriété.

La réception est l'acte par lequel la CNSA accepte avec ou sans réserve, les prestations livrées par le titulaire.

Ajournement :

Lorsque la CNSA estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, elle peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à la CNSA, les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours ouvrés.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de sept jours ouvrés à compter de la notification de la décision d'ajournement.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, la CNSA a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées ci-dessous, dans un délai de quinze jours ouvrés courant à partir de la notification du refus du titulaire ou à partir de l'expiration du délai de sept jours ouvrés ci-dessus mentionné.

Le silence de la CNSA au-delà de ce délai de quinze jours ouvrés vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, la CNSA dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Réfaction :

Par dérogation à l'art. 30.3 du CCAG-FCS, lorsque la CNSA estime que les prestations sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être reçues en l'état, elle en prononce la réception avec la réfaction de prix forfaitaire suivante :

- Réfaction de 25 % du prix de la prestation.

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours ouvrés suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, la CNSA dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, la CNSA est réputée avoir accepté les observations du titulaire.

Rejet :

Lorsque la CNSA estime que les prestations sont non conformes aux stipulations de l'accord-cadre et ne peuvent être reçues en l'état, elle en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet sera motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue.

Article 12. Prix

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel de 46 000 euros HT.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prestations sont réglées par des prix unitaires : un prix mensuel d'abonnement et des prix de droits d'auteurs.

12.1. Droits d'auteurs

Les droits d'auteurs ne sont pas compris dans les prix du BPU.

Le titulaire facture mensuellement à la CNSA les droits d'auteurs pour un maximum de 50 destinataires selon la tarification du Centre français du droit de copie (CFC), de France actu région (FAR) et selon les tarifs qu'il a négociés avec les éditeurs lorsque les périodiques ne sont ni sous contrat avec le CFC ni sous contrat avec FAR.

Les factures correspondantes sont établies par le Titulaire en application de la tarification du Centre français du droit de copie (CFC), de France actu région (FAR) ou des tarifs négociés par le titulaire avec les éditeurs lorsque les périodiques ne sont ni sous contrat avec le CFC ni sous contrat avec FAR.

12.2. Révision des prix du BPU

Les prix du BPU sont fermes les deux (2) premières années de l'accord-cadre et sont révisables pour les années suivantes, en cas de reconduction, selon la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (S1 / S0)$$

P1 : prix révisé.

P0 : prix initial figurant dans l'acte d'engagement ou dernier prix révisé.

S0 : indice SYNTEC de référence retenu au mois d'établissement de la remise de l'offre.

S1 : dernier indice SYNTEC publié à la date de révision.

La demande de révision est à l'initiative du titulaire et doit être réalisée un mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Passé ce délai, les prix ne sont plus révisables pour l'année considérée.

Pour matérialiser sa demande de révision, le titulaire adresse un bordereau des prix révisé dans lequel les indices de révision seront indiqués. La révision ne sera effective que pour les commandes passées à compter de la date d'anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

Article 13. Avance

Une avance est versée au titulaire, sauf renonciation du titulaire dans l'acte d'engagement dans les conditions définies à l'article R 2191-3 à R 2191-19 du Code de la commande.

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG FCS, le taux de l'avance est égal à 5%.

Ces dispositions sont applicables, le cas échéant, au sous-traitant dûment déclaré par le titulaire et accepté par la CNSA dans le respect de l'article « Sous-traitance ».

Article 14. Modalités de facturation et de paiement

14.1. Facturation

Le paiement intervient après attestation du service fait par la CNSA.

A l'occasion de chaque demande de paiement, le Titulaire présente une facture en un original, à la CNSA, correspondant aux prestations concernées. Outre les mentions légales, les factures comprennent les indications suivantes :

- l'intitulé de l'accord-cadre
- le numéro de l'accord-cadre
- le numéro d'engagement (ou numéro de Commande) figurant sur le bon de commande
- le montant total HT et TTC de la facture,
- le taux et le montant de la TVA,
- l'identité bancaire du titulaire.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, la CNSA est en mesure de recevoir les factures de ses fournisseurs par voie électronique, conformément au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique et à l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Pour ce faire, le système de facturation électronique de l'Etat est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations sont les suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la CNSA en tant que destinataire de la facture : 180 092 561 00026
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : SFACT
- Le numéro d'engagement que vous trouverez sur les bons de commande (exemple : 2024000011)

Toute facture doit être détaillée et permettre un contrôle efficace ou être accompagnée de tous les éléments permettant le contrôle.

Les factures de droits d'auteurs seront accompagnées du décompte d'articles correspondants.

14.2. Paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai global maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement dès lors que la CNSA a attesté le service fait.

Le paiement est effectué en euros, au compte ouvert au nom du titulaire mentionné sur l'IBAN + BIC fourni par le titulaire.

L'ordonnateur chargé d'émettre l'ordre de paiement est le Directeur de la CNSA.

Le comptable assignataire est le directeur comptable de la CNSA.

14.3. Retard de paiement

En cas de retard dans le paiement, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la Banque Centrale Européen (BCE) en vigueur majoré de huit points.

Aux intérêts moratoires, s'ajoute le versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui s'élève à quarante (40) euros.

Article 15. Nantissement

Le présent accord-cadre ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, par le titulaire, sauf accord écrit et préalable de la CNSA.

Les créances nées ou à naître concernant le présent accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R 2191-45 à R 2191-63 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent accord-cadre ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R 2191-59 à R 2191-62 du code de la commande publique est la directrice de la CNSA ou ses représentants habilités.

Article 16. Modification relative au titulaire

16.1. Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais la CNSA et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement.

16.2. Changement de contractant en cours d'exécution du présent accord

En cas de transfert de l'accord-cadre à une autre entreprise (cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance du fonds de commerce), le titulaire doit impérativement en informer par écrit la CNSA dans les plus brefs délais.

Suite à cette cession ou mise en location gérance, la CNSA procédera à la vérification que la société cessionnaire ou le locataire-gérant possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire l'ensemble des documents listés aux articles L 2141-1 à L 2141-6 du code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, le changement de titulaire fera l'objet d'un acte de modification constatant le transfert de l'accord-cadre en cours au nouveau titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter l'accord-cadre, la CNSA procédera à la résiliation de l'accord-cadre.

Article 17. Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à déclarer pour acceptation tout sous-traitant et pour agrément de ses conditions de paiement selon les conditions définies aux articles R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique.

Les régimes de paiement du sous-traitant, du versement de l'avance et de la cession/nantissement de créances du sous-traitant sont soumis aux articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

Article 18. Résiliation et exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, la décision de résiliation prise sur le fondement d'un motif d'intérêt général pourra donner lieu au versement d'une indemnité fixée au vu des éléments justificatifs présentés par le titulaire.

Les conditions, les modalités et les effets de la résiliation sont ceux prévus par le Chapitre 7 du CCAG FCS.

En sus des dispositions prévues par le Chapitre 7 du CCAG FCS, la CNSA s'accorde la possibilité de résilier l'accord-cadre si le titulaire ne communique pas les justificatifs, conformément à l'article ci-après du présent CCAP.

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG FCS, la CNSA peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

Article 19. Obligations fiscales et sociales

Le titulaire s'engage à produire, tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du présent accord-cadre :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six (6) mois,
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire l'attestation de fourniture de déclarations sociales et l'attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale.
- Lorsque l'immatriculation de l'entreprise (attributaire ou titulaire) au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a) un extrait K ou Kbis,
 - b) une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,
 - c) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle mentionnant le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
 - d) pour les personnes en cours d'inscription, un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises.
- lorsque le titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 à L. 1221-12, L. 3243-1, L. 3243-2 et L. 3243-4 et R. 3243-1 du Code du travail.

En cas de non communication des justificatifs visés ci-dessus, la CNSA se réserve la possibilité de suspendre l'exécution de l'accord-cadre jusqu'à la fourniture des justificatifs concernés.

Après mise en demeure restée infructueuse, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du Code du travail. La mise en demeure est notifiée par écrit. Le titulaire dispose d'un (1) mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du travail, des pénalités pourront être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail. Le montant des pénalités est, au plus égal à 10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

En outre, conformément à l'article L. 8222-6 susvisé, la CNSA informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8224-5, sera dans l'obligation d'enjoindre au titulaire de faire cesser cette situation.

Article 20. Marchés pour des prestations similaires avec le titulaire

Conformément aux dispositions de l'article R 2122-7 du code de la commande publique, la CNSA pourra, dans le respect des conditions prévues par le texte précité, conclure avec le titulaire un nouveau marché, suivant une procédure négociée sans publicité préalable et sans mise en concurrence pour des prestations similaires.

Article 21. Assurance

Le titulaire devra remettre dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre, une attestation d'assurance justifiant qu'il est couvert au titre de la responsabilité civile professionnelle en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la CNSA et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Article 22. Règlement des litiges - Loi applicable

Il est possible de faire appel au médiateur des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable pour résoudre les éventuels différends ou litiges relatifs au présent accord-cadre, conformément aux dispositions des articles R 2197-1 à R 2197-25 du code de la commande publique.

Les difficultés relatives à la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre qui ne reçoivent pas de solution amiable relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Paris.

Le présent accord-cadre est soumis à la loi française.